

La guerre qui sévit dans l'ancienne Yougoslavie paraît sans précédent pour ce qui est de la complexité des forces politiques, économiques et ethniques en jeu. Elle met à dure épreuve la communauté internationale et nous continuons à chercher des moyens efficaces de répondre à la crise.

Il faut nous attaquer à la racine même de cette tragédie. Il faut mettre fin à la guerre, arrêter l'effusion de sang. Il faut convaincre toutes les parties en cause que le recours à la force ne leur rapportera rien. Elles doivent comprendre qu'elles devront vivre côte à côte après ces événements. Elles doivent comprendre qu'aucune paix ne peut être imposée par la puissance militaire.

Des négociations intenses se déroulent à New York depuis plusieurs jours. On s'attend à ce qu'elles reprennent vers la fin de la semaine. Elles montrent qu'au moins certaines des parties en conflit ont la volonté sérieuse de négocier un règlement. Lord Owen et M. Cyrus Vance ont produit en quelques mois, avec un dévouement considérable, la formule d'une solution globale. C'est cette formule qui devrait former la base de nouveaux arrangements politiques, sécuritaires et territoriaux pour les Bosniaques. Il s'agit de la seule proposition qui s'offre aux parties et toutes se doivent de négocier sérieusement à partir de là. Nous avons multiplié les démarches auprès des parties pour les engager à trouver un compromis valable et équitable. C'est justement le message que notre ambassadeur aux Nations Unies transmettait à M. Karadzic vendredi dernier, sur mes instructions.

Toute partie qui fera obstacle à la conclusion d'un compromis politique s'exposera à la censure de la communauté internationale et à l'isolement. Nous sommes prêts à faire tout en notre pouvoir pour aider à la difficile quête de la paix.

Cela comprend, bien entendu, la prestation d'une aide humanitaire jusqu'à la fin de cette guerre horrible et tragique. Les Canadiens continuent de montrer leur solidarité et leur compassion pour ceux qui ont été forcés de subir toutes les formes de dégradation humaine, et notre gouvernement continuera d'apporter son soutien à ces populations éprouvées.

Pour acheminer notre assistance humanitaire, nous avons choisi d'utiliser les organisations internationales de secours. Nous y avons consacré plus de 25 millions de dollars, par l'intermédiaire des Nations Unies et d'autres organisations. Nos agents sont le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondial, le Département des affaires humanitaires de l'ONU, le Programme des Volontaires des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge et la Fédération internationale des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.